



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

4 avril 2014

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 mai 2014.

# SOMMAIRE

## ◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

## ◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9* : *demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10* : *flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11* : *taux de chômage (Insee)*

## ◆ **Emploi**

- *Page 12* : *offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13* : *évolution récente de l'intérim*
- *Page 14* : *évolution récente de l'emploi salarié*

## ◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 16* : *activité partielle*
- *Page 17* : *procédures de licenciement collectif*

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

En février 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a augmenté de 1,1% en Île-de-France (+0,9% en France métropolitaine). La nette baisse du nombre de demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite au cours du mois a toutefois permis de stabiliser le nombre total de demandeurs d'emploi (+0,0% en cat. ABC). Sur un an, la hausse régionale de la demande d'emploi reste supérieure à la hausse en France métropolitaine, en catégorie A comme dans les catégories ABC.

Par grands types de publics, les évolutions depuis le début de l'année s'inscrivent dans les tendances observées depuis de longs mois : forte hausse de la demande d'emploi pour les seniors, les allocataires du RSA et les inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an, mais stabilisation du nombre de jeunes demandeurs d'emploi.

Le taux de chômage trimestriel, dans les séries révisées publiées par l'Insee, est en baisse de 0,1 point au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, à 8,6% (9,8% en France métropolitaine). Sur un an, il a augmenté de 0,1 point en Île-de-France alors qu'il est resté stable sur l'ensemble du territoire métropolitain.

## EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a connu une légère hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 (+0,2% contre +0,1% en France métropolitaine) après plus d'un an de stagnation. La baisse dans l'industrie s'est ralentie, le commerce a recommencé à créer des emplois après plusieurs trimestres de baisse. La tendance à la hausse observée depuis de nombreux trimestres dans la construction s'est confirmée et l'emploi intérimaire a connu une nette augmentation.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées en février est en nette diminution par rapport à janvier. Ces demandes sont venues principalement de deux secteurs : l'ingénierie, études techniques mais aussi la construction concernée par de nombreuses demandes pour des volumes d'heures limités.

A l'inverse, le nombre de salariés touchés par des procédures de licenciement collectif est très élevé ce mois-ci (3 000) du fait notamment de deux grosses opérations de restructuration dans le transport aérien et l'industrie aéronautique.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2014

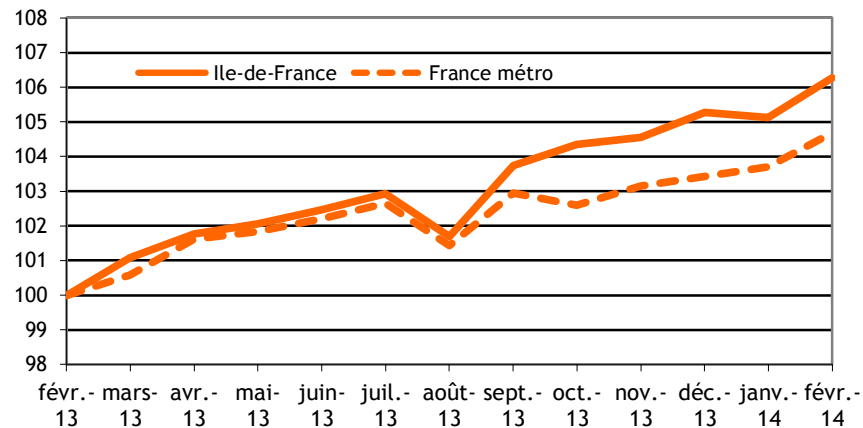
□ En février 2014, la demande d'emploi de catégorie A a augmenté en Île-de-France de +1,1% après correction des variations saisonnières. Elle a augmenté de +0,9 % en France métropolitaine.

□ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés reste stable à +0,0 %, dans la région, contre une légère augmentation de +0,2 % en France métropolitaine.

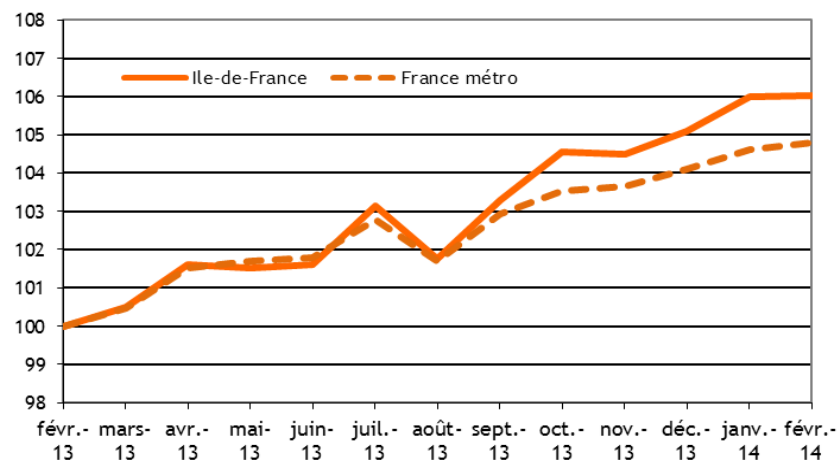
□ L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve portée à +6,3 % en Île-de-France et à +4,7 % en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en un an de +6,0 %, contre +4,8 % en France métropolitaine.

□ Le marché du travail francilien a retrouvé depuis deux mois des évolutions proches de la tendance nationale, après avoir connu une dégradation plus nette au second semestre 2013.

Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en février 2013)



Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en février 2013)



Février 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
<b>Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)</b>	<b>630 690</b>	3 347 700	<b>1,1</b>	0,9	<b>6,3</b>	4,7
<b>Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)</b>	<b>874 520</b>	4 937 800	<b>0,0</b>	0,2	<b>6,0</b>	4,8

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2014

En février 2014, tous les départements franciliens ont connu une hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (entre +0,2 % dans le Val-d'Oise et +1,6 % dans les Hauts-de-Seine). En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois est resté relativement stable, avec la plus forte augmentation en Seine-et-Marne (+0,3 %) et la plus forte diminution dans le Val-d'Oise (-0,3 %).

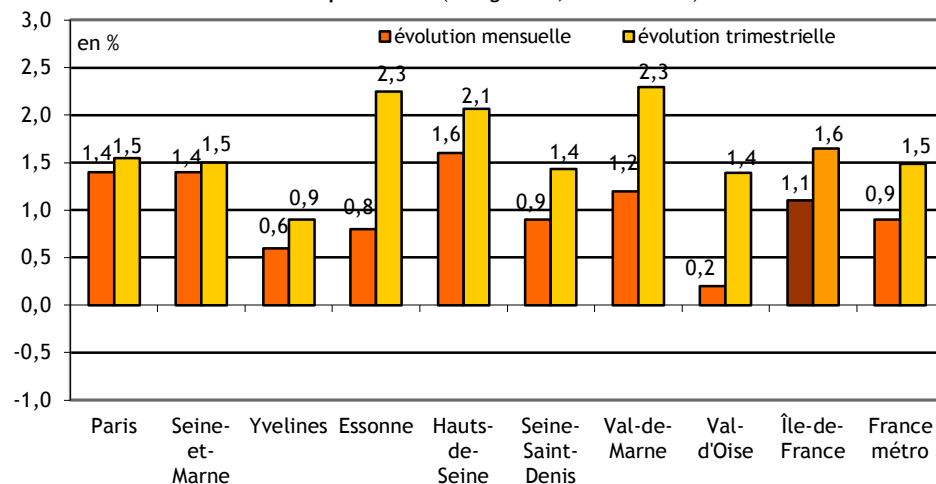
Sur trois mois, tous les départements ont connu une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et ABC d'au moins 0,9%.

Seules les Yvelines ont enregistré une augmentation trimestrielle inférieure à la hausse nationale de +1,1 % en catégorie ABC.

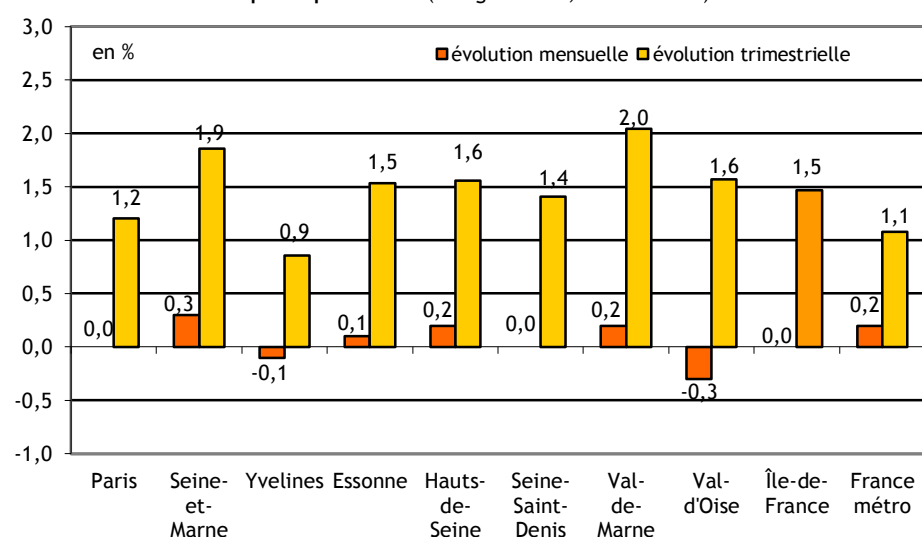
Sur 3 mois, les départements les plus touchés par la hausse du nombre d'inscrits en catégorie ABC sont la Seine-et-Marne (+1,9 %) et le Val-de-Marne (+2,0 %).

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	128 800	1,4	189 190	0,0
Seine-et-Marne	62 330	1,4	87 860	0,3
Yvelines	59 420	0,6	82 270	-0,1
Essonne	54 060	0,8	75 500	0,1
Hauts-de-Seine	76 190	1,6	104 350	0,2
Seine-Saint-Denis	111 760	0,9	148 410	0,0
Val-de-Marne	70 340	1,2	94 900	0,2
Val-d'Oise	67 790	0,2	92 040	-0,3
<b>Île-de-France</b>	<b>630 690</b>	<b>1,1</b>	<b>874 520</b>	<b>0,0</b>
France métropolitaine	3 347 700	0,9	4 937 800	0,2

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

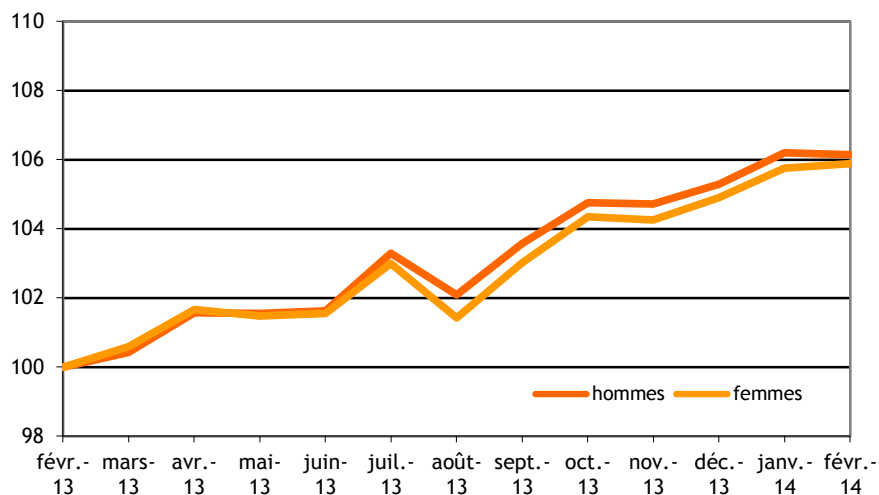


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2014

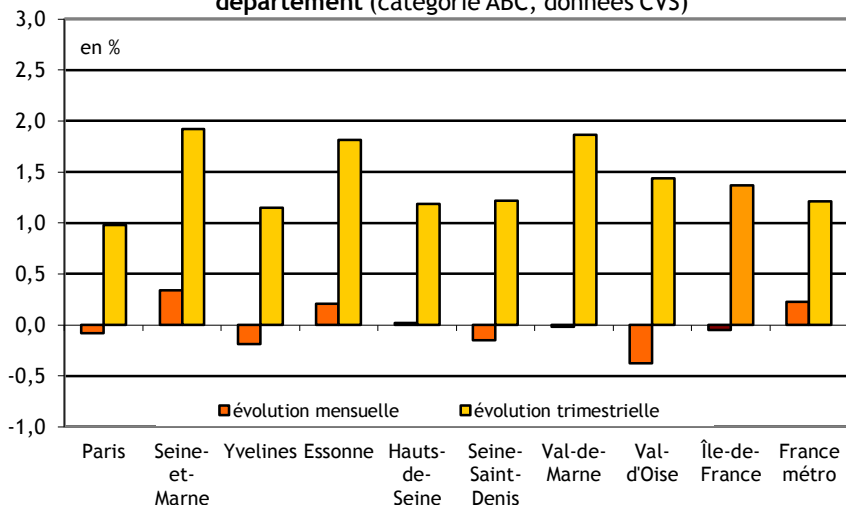
## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a augmenté en février 2014 de +0,1 % tandis que celle des hommes a diminué de -0,1 %.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +1,6 % contre une augmentation de +1,4 % pour les hommes. Au niveau national, on observe la tendance inverse (+0,9 % pour les femmes contre +1,2 % pour les hommes).
- L'augmentation trimestrielle de la demande d'emploi des femmes est plus faible que celle des hommes en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et en Essonne. Elle est plus forte dans le reste des départements.

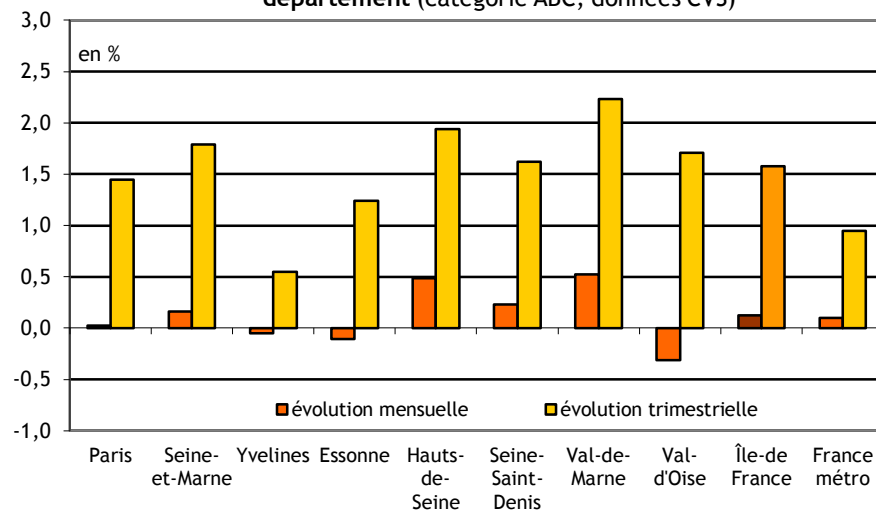
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

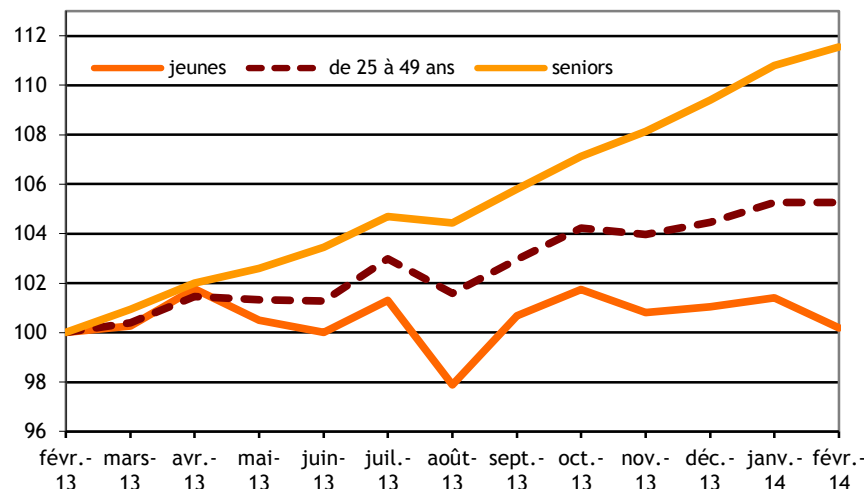


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2014

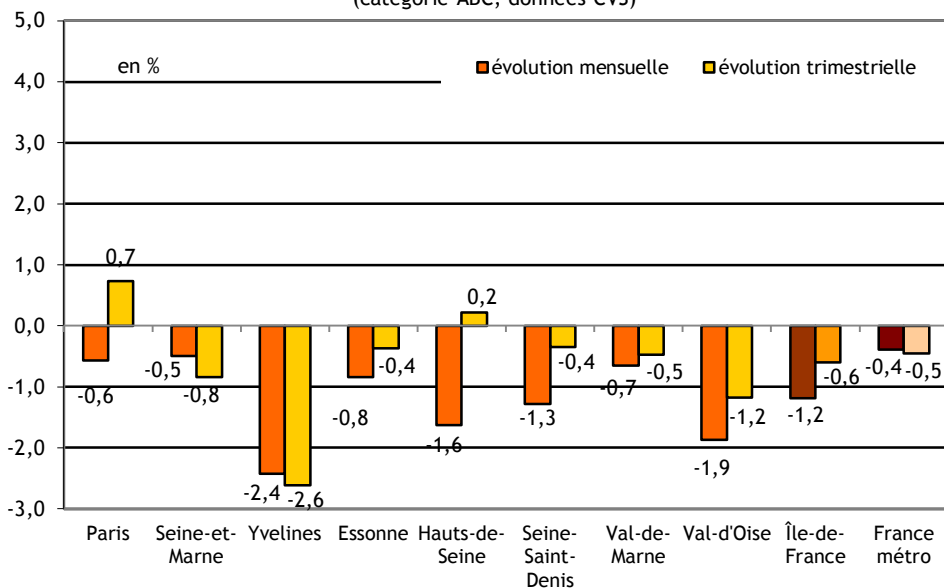
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi est en baisse de -1,2 % en février 2014 dans la région. Sur trois mois, ce nombre a diminué en Île-de-France de -0,6 %, et de -0,5 % en France métropolitaine. Sur un an il est resté stable.
- Au cours des trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a augmenté de +0,7 % à Paris et de +0,2 % dans les Hauts-de-Seine ; les autres départements ont connu une diminution allant de -0,4 % (pour l'Essonne et le Val-de-Marne) jusqu'à -2,6 % (pour les Yvelines).
- Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus a poursuivi son augmentation au mois de février 2014, en Île-de-France (+0,7 %) ainsi qu'en France métropolitaine (+0,8 %).

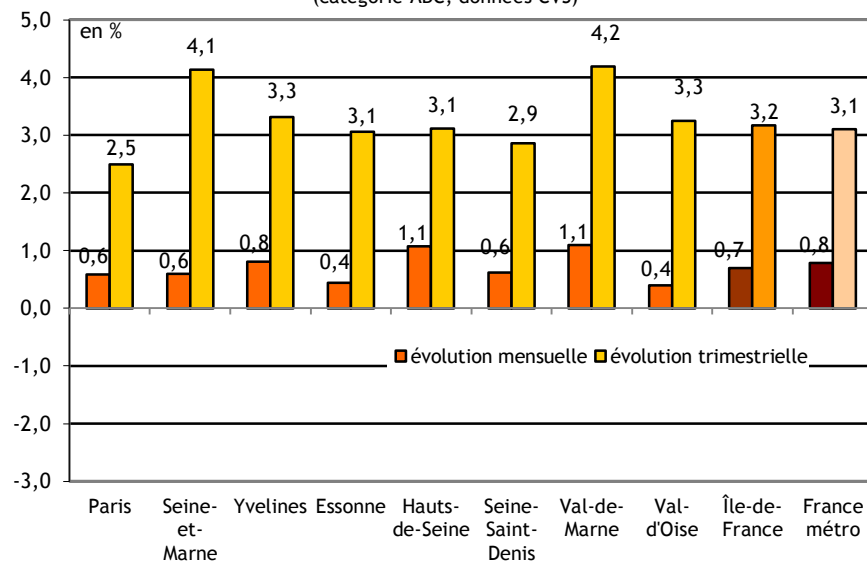
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

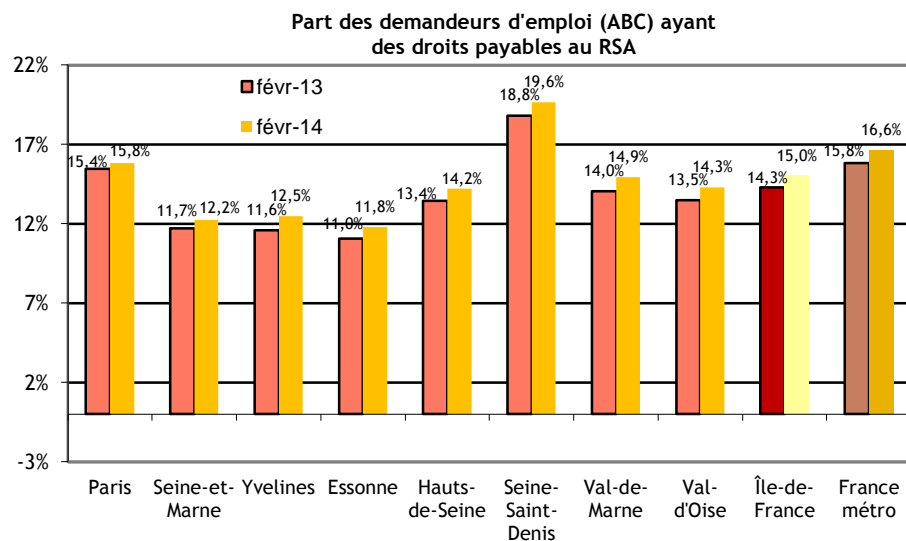




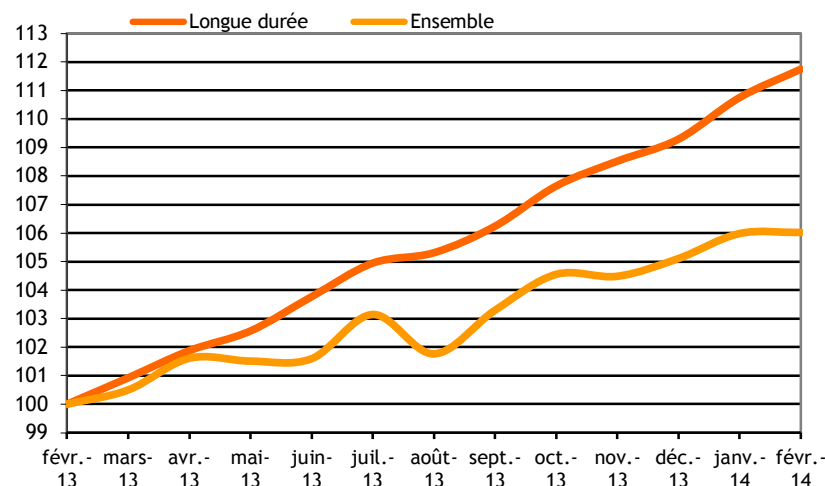
# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de février 2014

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

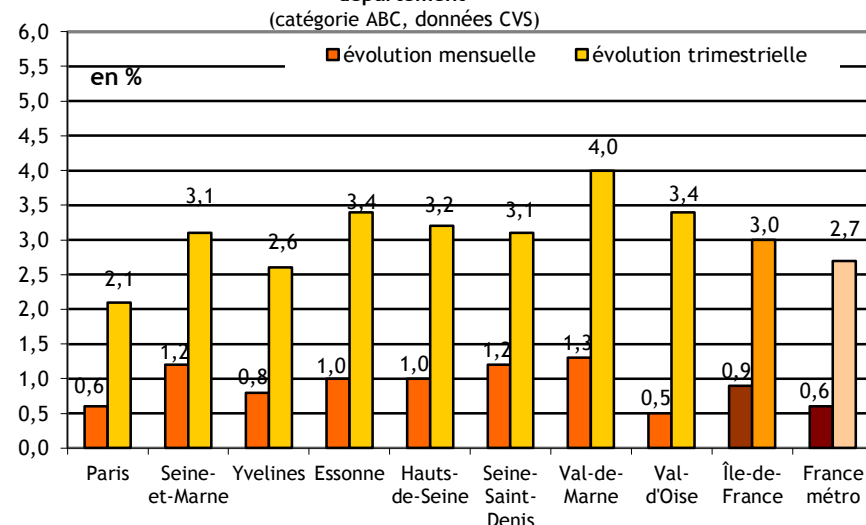
- En février 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a progressé en Île-de-France à un rythme toujours élevé (+0,9 %)
- Sur un trimestre, la demande d'emploi de longue durée en région francilienne a connu une hausse comparable aux mois précédents, à +3,0 %. Sur un an, ce nombre a crû de 11,7 %, contre +2,3 % pour ceux inscrits depuis moins d'un an.
- Près de 42 % des demandeurs d'emploi franciliens sont inscrits depuis un an ou plus.
- 15 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, une proportion qui a augmenté de +0,7 % en un an.



## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 février 2013)



## Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département

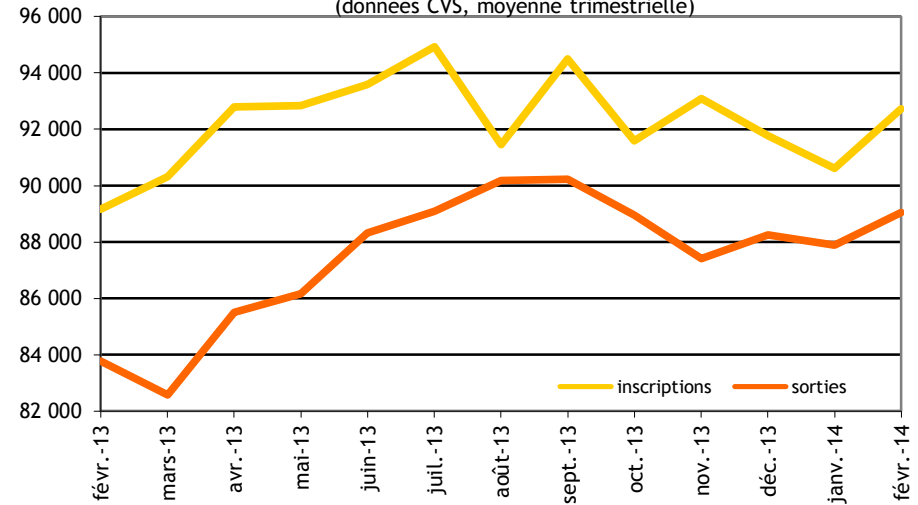


# Les entrées et les sorties à la fin du mois de février 2014

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

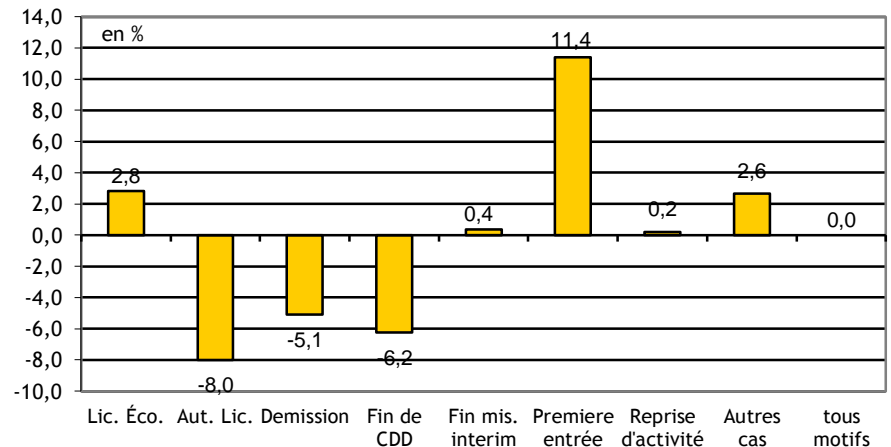
- En février 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi a diminué, rejoignant le niveau du nombre de sorties qui a, lui, augmenté (données corrigées des variations saisonnières).
- En moyenne trimestrielle, en revanche, le nombre d'entrées reste sensiblement supérieur au nombre de sorties.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, seules les premières entrées (9% des motifs d'inscription au total) ont connu une forte augmentation. Les entrées suite à licenciement (qui représentent 14% des motifs) ont diminué sur trois mois glissants, de même que celles pour fin de CDD (20% des motifs) et celles pour démission (3 % des motifs).
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 48 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse des motifs. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (16 % des motifs) et les radiations administratives (12 % des motifs) ont augmenté.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE /

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données est publiée à partir de ce trimestre, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui seront publiés à partir de maintenant.

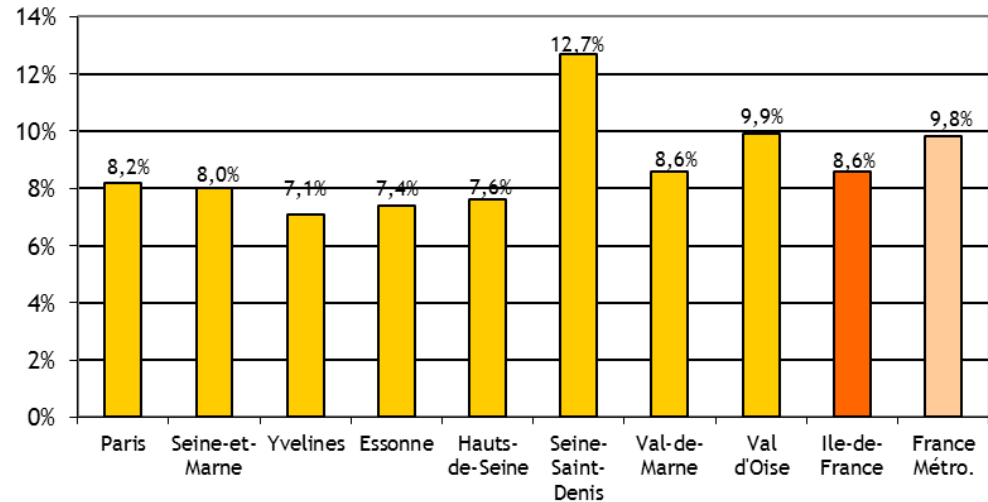
❑ Au quatrième trimestre 2013, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre. En France métropolitaine, il a également diminué de 0,1 point, à 9,8 % de la population active.

❑ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point ; il est resté stable sur sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien est à présent inférieur de 1,2 point au taux national (hors DOM).

❑ Le taux de chômage a très peu varié dans tous les départements franciliens ce trimestre.

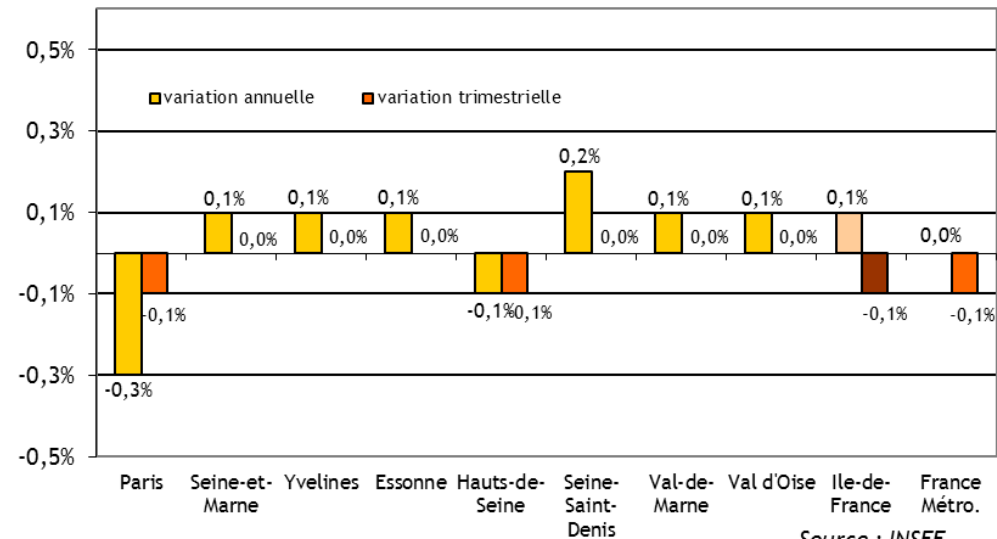
❑ Paris et les Yvelines sont les deux seuls départements qui ont connu une baisse de leur taux de chômage, sur l'année comme sur le trimestre.

Taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013



Source : INSEE

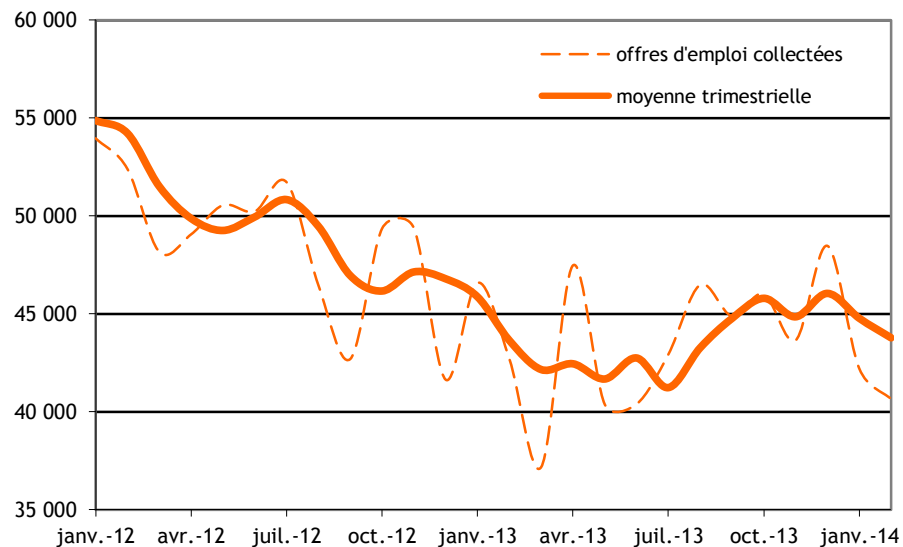
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin février 2014

En février 2014, 40 650 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 23 130 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

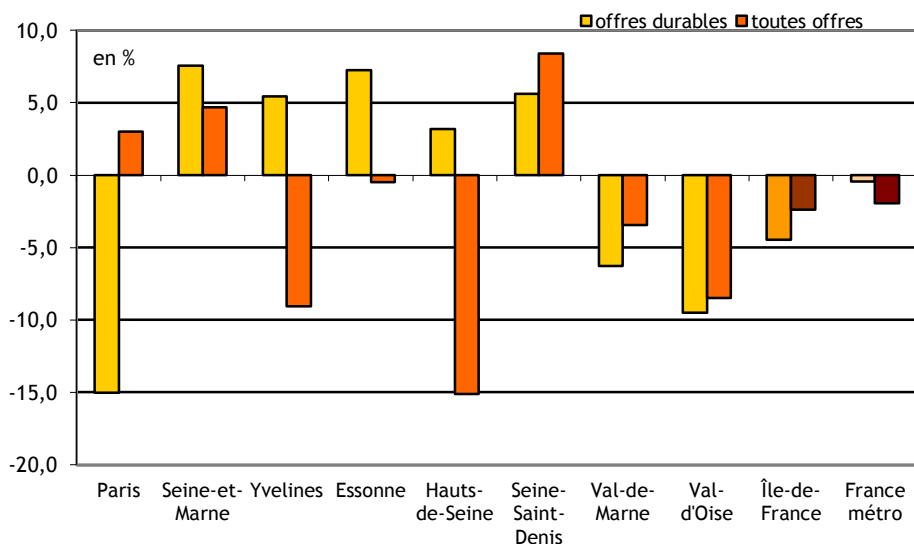
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est toujours en diminution, une tendance amorcée depuis décembre 2013.

En France métropolitaine, la collecte d'offres d'emploi a aussi diminué sur trois mois, mais à un rythme bien moins élevé qu'en Île-de-France pour les emplois durables.

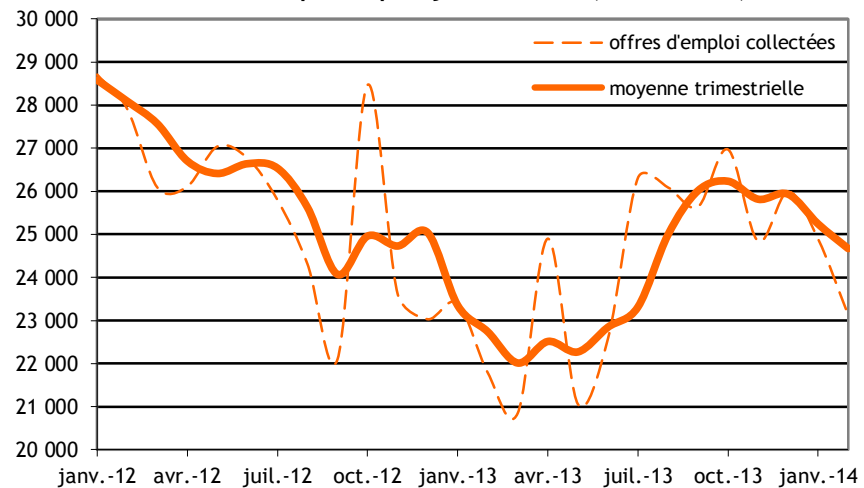
Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis janvier 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis janvier 2012 (données CVS)



# L'intérim à fin décembre 2013

▣ Près de 270 400 contrats d'intérim ont été signés au mois de décembre 2013 en Ile-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, près de 90 700 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

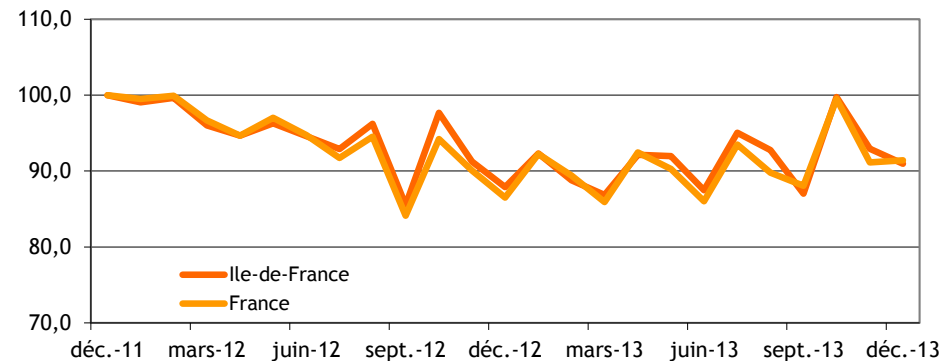
▣ Le nombre d'intérimaires en EETP a baissé contrairement au nombre de contrats signés qui a progressé ce mois-ci. En moyenne, sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, le nombre d'intérimaires est également en hausse : +3,2% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre (données CVS).

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +5,6% pour le nombre d'intérimaires en EETP par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013, en particulier dans la métallurgie (+9,5%) et la fabrication de matériels de transport (+9,0%).

▣ On observe une augmentation du nombre d'intérimaires dans la construction, mais moins forte que les mois précédents (+1,2% en données CVS).

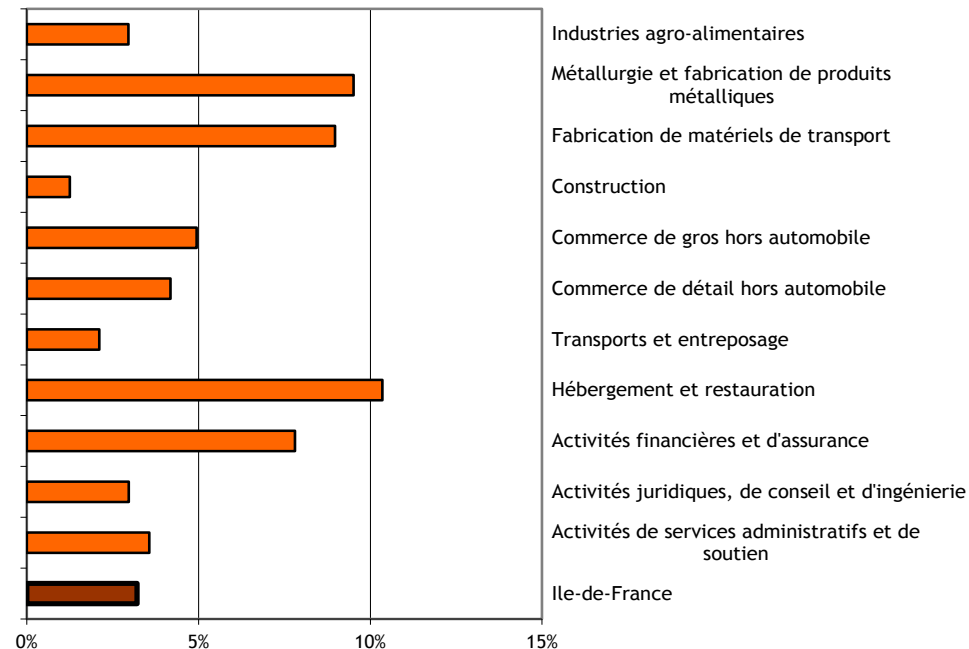
▣ L'intérim progresse dans le tertiaire (+2,9% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013) et dans tous les principaux secteurs, en particulier l'hébergement/ restauration (+10,4%) et les activités financières et d'assurance (+7,8%) et, dans une moindre mesure, le commerce de gros (+4,9%) et le commerce de détail (+4,2%).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin décembre 2011)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013

Après avoir stagné les deux trimestres précédents, le nombre d'emplois salariés au quatrième trimestre 2013 a légèrement augmenté en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+0,2 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il a augmenté de +0,1 % après avoir diminué durant deux trimestres.

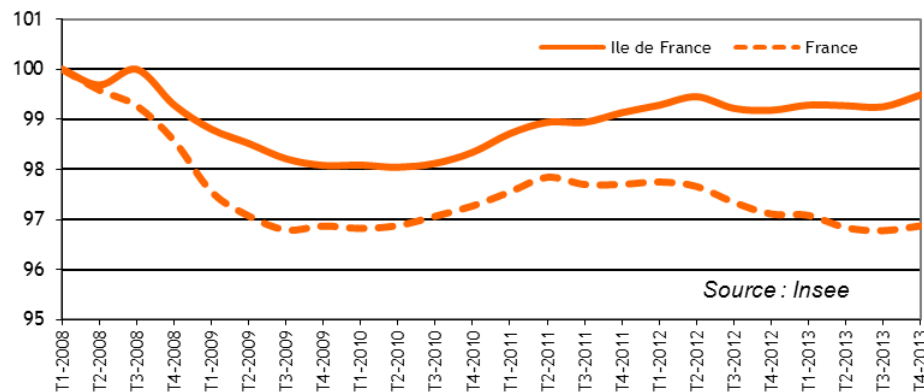
Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,3 %, alors qu'il a diminué de -0,2 % en France métropolitaine.

A Paris, l'emploi salarié marchand a gagné plus de 3 000 postes ce trimestre et la Seine-Saint-Denis en a gagnés 3 500. Le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine sont les seuls départements à connaître une légère baisse de l'emploi, perdant respectivement 700 et 500 postes.

En rythme annuel, l'évolution de l'emploi salarié marchand ne peut pas être analysée dans le Val-d'Oise, la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis en raison des modifications dans la comptabilisation des emplois qui ont eu lieu entre ces 3 départements dans la zone aéroportuaire de Roissy au second semestre 2012.

Sur un an, La Seine-Saint-Denis a gagné 5 700 emplois, Paris 5 400 et l'Essonne 1500. Les Yvelines et le Val-d'Oise, en revanche, ont perdu 600 postes.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2013	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2012)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 274 124	3 048	0,2	5 426	0,4
Seine-et-Marne	301 134	1 505	0,5	549	0,2
Yvelines	373 313	613	0,2	-623	-0,2
Essonne	298 948	1 108	0,4	1 488	0,5
Hauts-de-Seine	815 505	-554	-0,1	259	0,0
Seine-Saint-Denis	393 912	3 500	0,9	5 687	1,5
Val-de-Marne	355 918	-724	0,2	380	0,1
Val-d'Oise	263 169	1 167	0,4	-684	-0,3
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 076 023</b>	<b>9 664</b>	<b>0,2</b>	<b>12 482</b>	<b>0,3</b>
France métropolitaine	15 446 400	15 100	0,1	-38 000	-0,2

Source : Insee

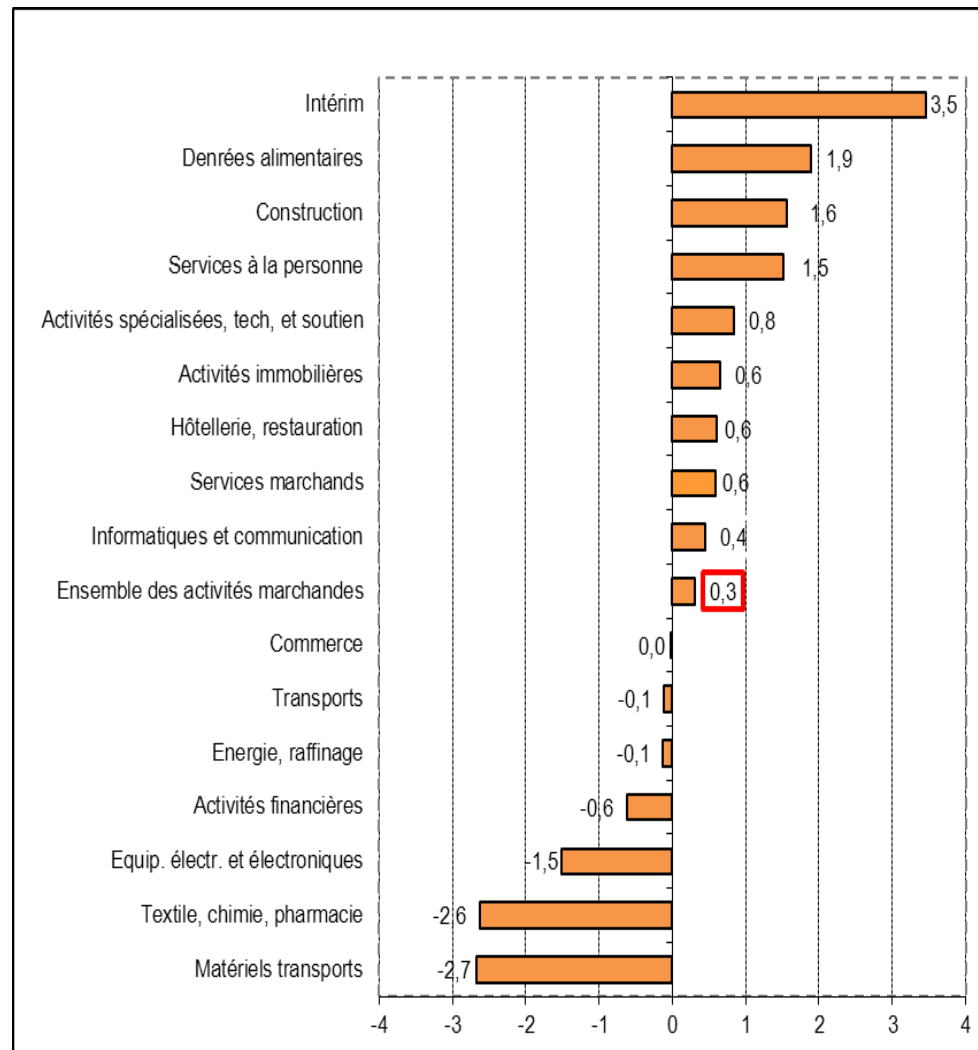
# L'emploi salarié au 4ème trimestre 2013

□ Au quatrième trimestre, le nombre d'emplois a continué à diminuer dans l'industrie en Île-de-France (-0,2 %), mais à un rythme bien moins élevé qu'au trimestre précédent (-0,7 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans les autres secteurs, avec l'évolution la plus importante dans la construction (+0,7 %), suivie par le commerce (+0,4 %) et les services marchands (+0,2 %).

□ En un an, la construction a créé 4 000 emplois dans la région (+1,6 % en un an). Le commerce ne bouge quasiment pas, perdant environ 100 emplois. C'est l'industrie qui souffre le plus, avec plus de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an), dont 4 600 dans le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...)

□ Les services marchands ont gagné plus de 15 000 emplois (+0,6 % sur un an), dont près de la moitié a été créée dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...). Suivent les services à la personnes, avec 3 700 emplois créés et, dans une moindre mesure, l'intérim avec 2 900 postes. Dans le même temps, les activités financières ont supprimé 2 000 postes. Malgré une baisse ce trimestre, les services informatiques et la communication ont créé 1 700 emplois sur un an.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4ème trimestre 2012 et le 4ème trimestre 2013, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)

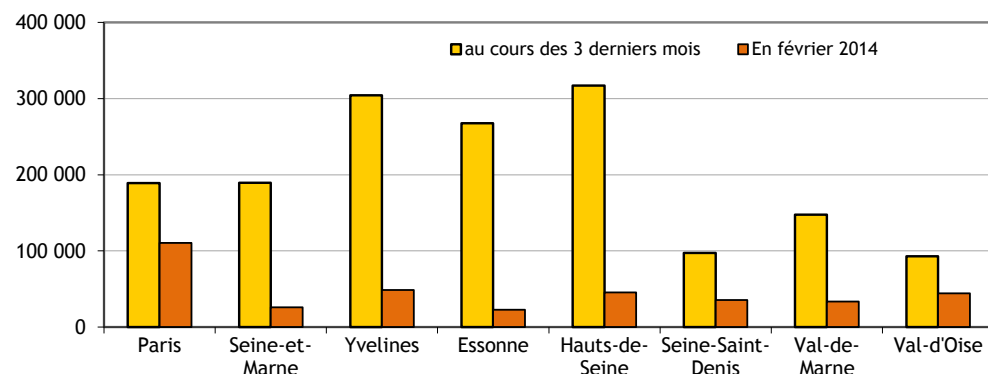


Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

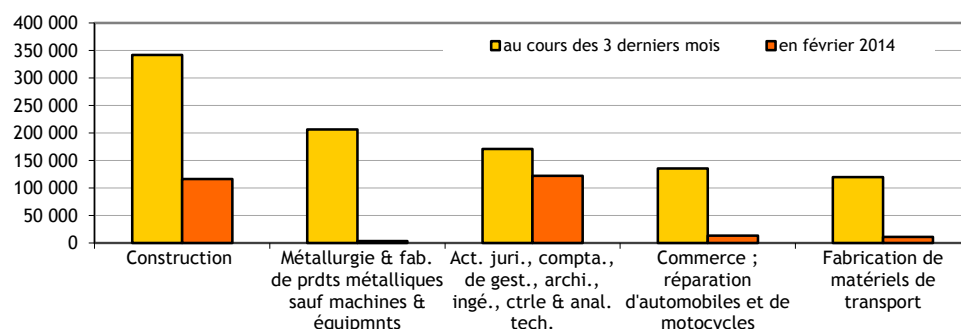
# L'activité partielle en février 2014

- En février dernier, 117 demandes d'autorisations\* d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre baisse légèrement par rapport à janvier.
- Le volume d'heures d'activité partielle autorisées atteint 367 366 heures. Un volume en baisse de 22 % par rapport au mois de janvier 2014.
- Paris, les Yvelines et les Hauts-de-Seine concentrent près de 56 % des heures demandées ce mois-ci en Île-de-France. Le Val-d'Oise est le quatrième département le plus concerné avec 12 % des heures demandées.
- Les établissements des autres départements ont demandé un nombre d'heures très limité.
- Le secteur de l'ingénierie et études techniques concentre le tiers des heures demandées dans la région, soit 122 000 heures. La majorité de ces heures porte sur la demande d'un établissement parisien.
- 116 000 heures ont été autorisées dans le secteur de la construction. Dans ce secteur, De nombreux établissements (44) ont notifié des recours à l'activité partielle.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en février	117	26	14	19	12	10	12	9	15
cumul 2014	252	56	28	45	20	26	22	18	37
Heures associées en février	367 366	110 664	25 989	48 788	22 931	45 529	35 673	33 391	44 401
cumul 2014	839 071	153 154	85 649	154 926	38 434	159 071	46 684	124 919	76 234
Salariés concernés en février	979	354	55	112	87	105	75	88	103
cumul 2014 (sans doubles comptes)	4 175	493	229	2 017	157	638	107	331	203

\* L'autorisation administrative de recours à l'activité partielle, suspendue le 15 mars 2012, a été rétablie le 22 novembre 2012.



# Les procédures de licenciement collectif en février 2014

En février, 71 procédures concernant 2 969 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. C'est un chiffre sensiblement supérieur à la moyenne constatée sur l'année 2013.

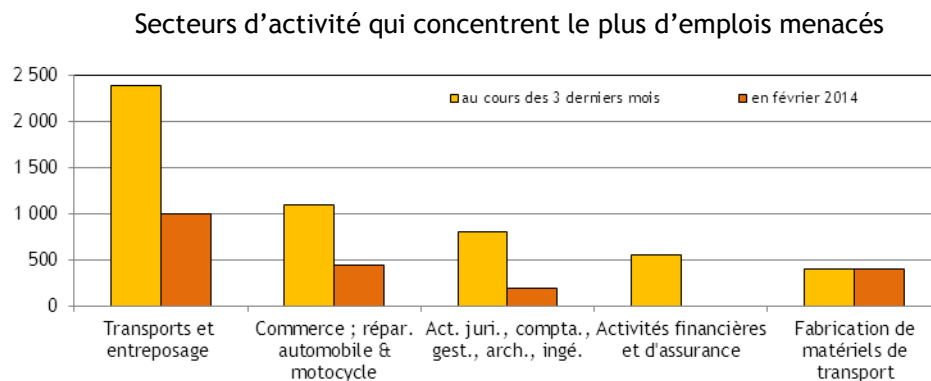
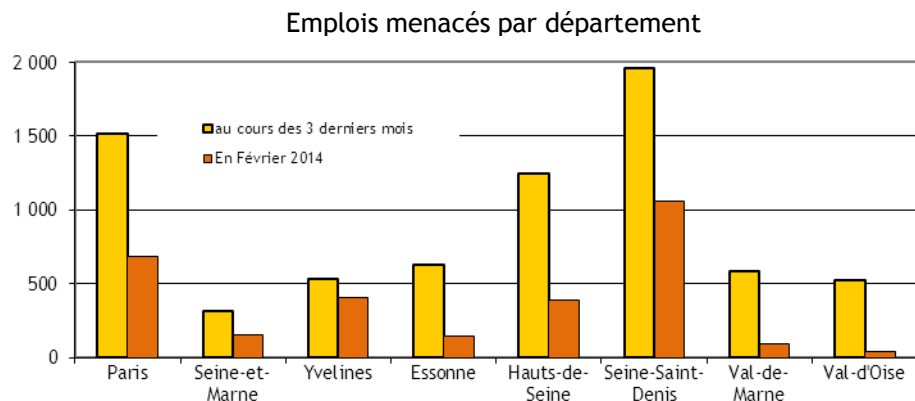
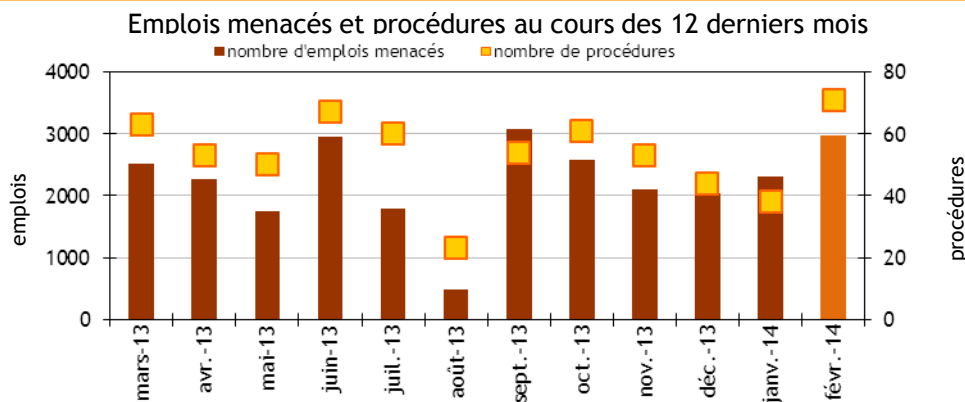
Parmi ces emplois, 369 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

La Seine-Saint-Denis est le département le plus concerné par les procédures ce mois-ci, avec 2,5 emplois menacés sur 1 000 emplois locaux. La grande majorité de ces emplois est concentrée dans une entreprise de transport aérien.

En proportion de l'emploi local, les Yvelines est le deuxième département le plus affecté, avec 1 emploi sur 1 000 potentiellement perdu.

Les autres départements sont moins concernés, le Val-d'Oise étant particulièrement épargné.

Les secteurs de la fabrication de matériel de transport et de la fabrication de produits informatiques totalisent le plus d'emplois menacés en proportion de leur emploi, en raison de la réorganisation d'un grand groupe de construction aéronautique dans les Yvelines.



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en février	71	16	6	9	6	18	7	6	3
cumul 2014	109	21	10	13	10	27	9	12	7
Salariés concernés	2 969	684	150	401	148	390	1 061	92	43
cumul 2014	5 274	948	279	506	563	826	1 155	537	460